VENTE SUR SAISIE IMMOBILIERE

**EXTRAIT
DES MINUTES
DU GREFFE
DU TRIBUNAL
JUDICIAIRE
DE BOURG EN BRESSE
DEPARTEMENT
DE L'AIN**

BANQUE POPULAIRE AUVERGNE RHONE ALPES
anciennement dénommée
la **BANQUE POPULAIRE DES ALPES/**
XXXXXXX
XXXXXXXXXXXX

REPUBLIQUE FRANCAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

Le Juge de l'Exécution près le Tribunal Judiciaire de BOURG EN BRESSE, département de l'Ain, a tranché en l'audience publique de la Chambre des Criées la sentence d'adjudication suivante :

Cahier des conditions de vente

*Extrait du Règlement Intérieur National
De la profession d'avocat*

Article 12 et Annexe n°1
Version mars 2019

Auxquelles seront adjugés, en l'audience des criées du Tribunal Judiciaire de BOURG EN BRESSE au plus offrant et dernier enchérisseur, les immeubles suivants :

Dans un ensemble immobilier soumis au régime de la copropriété situé à **GEX (Ain), 31 Voie Romaine - dénommé "Les Cottages de Tougex"**, cadastré :

- **Section AM n° 1, lieudit "En Caboue", d'une contenance de 0a 54 ca**

- **Section AM n° 2, lieudit "En Caboue", d'une contenance de 97a 54 ca**

Le lot n° 2, savoir :

- **une maison individuelle mitoyenne** portant le numéro 2 sur le plan des lots, jumelée avec la maison n° 1, d'une superficie privative loi CARREZ de 103,99 m² selon certificat de mesurage de la SARL BATIMEX, comprenant :

* au rez-de-chaussée : hall, cuisine pourvue d'une cuisine équipée, séjour, dégagement, cellier avec placard sous l'escalier, WC,

* à l'étage : dégagement, trois chambres avec placard mural, une chambre parentale avec salle de bains, une salle de bains, un WC,

* attenant au rez-de-chaussée, un garage d'environ 21,30m²

- **le droit à la jouissance exclusive** du sol d'assiette de la maison et du terrain attenant, le tout d'une superficie d'environ 268 m².

(place de parking extérieure et jardin)

Avec les six cent douze / dix millièmes (612/10 000èmes) des parties spéciales aux maisons d'habitation.

Et les trois cent quatre-vingt-deux/ dix millièmes (382/10 000èmes) de la propriété du sol et des parties communes générales.

L'immeuble sus-désigné a fait l'objet d'un règlement de copropriété et d'un état descriptif de division établi suivant acte de Me Pierre GRENIER, Notaire à GEX (Ain), le 22 octobre 2003 publié auprès du SPF de Nantua (Ain) le 11 décembre 2003, volume 2003 P n°9907, ayant fait l'objet d'une reprise pour ordre publiée le 17 février 2004, Volume 2004 D n° 2637

Saisis à l'encontre de :

1° **XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX**, né le 17 juin 1969 à LA TRONCHE (38), de nationalité Française, éducateur spécialisé, domicilié **XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX**

2° **XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX**, née le 18 novembre 1967 à AIX LES BAINS (73), de nationalité Française, monitrice éducatrice **XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX**

Aux requête, poursuites et diligences de :

La **BANQUE POPULAIRE AUVERGNE RHONE ALPES**, Société coopérative de banque à forme anonyme et capital variable au capital minimum de 80 977 245,00 €, inscrite au registre du commerce et des sociétés de LYON sous le n° 605 520 071, dont le siège est situé 4, Boulevard Eugène DERUELLE 69003 LYON, agissant poursuites et diligences de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège,

anciennement dénommée BANQUE POPULAIRE DES ALPES (BPA), société anonyme coopérative de Banque Populaire à capital variable, inscrite au registre du commerce et des sociétés de GRENOBLE (38) sous le numéro B 605 520 071, dont le siège social est 2 Avenue du Grésivaudan CS 80043 - CORENC 38701 LA TRONCHE CEDEX, agissant poursuites et diligences de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège, suite à la fusion-absorption effective au 7 décembre 2016.

Ayant pour avocat la Société Civile Professionnelle **REFFAY & ASSOCIES**, inscrite aux Barreaux de l'Ain (Ain) et Lyon (Rhône), représentée par Monsieur le Bâtonnier Philippe REFFAY, établie à BOURG EN BRESSE (01000) 44 rue Léon Perrin, laquelle se constitue sur la présente poursuite de vente.

Suivant commandement de payer valant saisie délivré par Maître Elodie ROBIN-TRENY, huissier de justice associé de la SELARL AHRES sise 16, rue de la Grenouillère à 01000 BOURG EN BRESSE (Ain), **en date du 17 décembre 2019.**

En vertu de :

- **la copie exécutoire de l'acte reçu le 20 décembre 2003** par Maître Sylvie CHOULET, Notaire, Membre de la Société "Christine BOURGEON et Sylvie CHOULET", Notaires Associés, titulaire d'un Office Notarial dont le siège est à HAUTEVILLE-LOMPNES (01), contenant acte de prêt immobilier IN FINE n°02031597 d'un montant de 237.105,00 € (deux cent trente-sept mille cent cinq euros) sur une durée de 144 mois au taux contractuel de 2.25 %, **lequel a fait l'objet d'un avenant en date du 12 décembre 2015** prorogeant le prêt in fine de 24 mois à compter du 20 décembre 2015, portant la nouvelle date d'échéance finale au 20 décembre 2017.

- **un privilège de prêteur de deniers et une hypothèque conventionnelle** publiés au Service de la Publicité Foncière de Nantua (01) le 19 février 2004, Volume 2004 V n° 778, **renouvelés le 10 octobre 2018, Volume 2018 V n° 4658, ayant effet jusqu'au 18 décembre 2023**

Pour avoir paiement de la somme de 142 639,47 euros, outre intérêts au taux contractuel de 2,25 % l'an sur un principal de 138 789,49 euros (échéance partiellement impayée) à compter du 16 Mars 2019 et jusqu'à parfait paiement, au titre du prêt immobilier IN FINE N° 02031597, telle que figurant au décompte établi par le créancier poursuivant au 15 mars 2029, sauf à parfaire.

Ce commandement contient les énonciations prescrites par l'article R.321-3 du code des procédures civiles d'exécution, savoir :

1° la constitution de la **SCPA REFFAY & ASSOCIES** représentée par Monsieur le Bâtonnier Philippe REFFAY pour la **BANQUE POPULAIRE AUVERGNE RHONE ALPES anciennement dénommée la BANQUE POPULAIRE DES ALPES**, avec élection de domicile en son cabinet et indication que tous actes d'opposition ou d'offres réelles pourraient y être signifiés,

2° l'indication de la date et de la nature du titre exécutoire en vertu duquel le commandement est délivré,

3° le décompte des sommes réclamées en principal, frais et intérêts échus, sauf à parfaire, ainsi que l'indication du taux des intérêts moratoires,

4° l'avertissement que le débiteur doit payer lesdites sommes dans un délai de huit jours, qu'à défaut de paiement, la procédure à fin de vente de l'immeuble se poursuivra et qu'à cet effet, le débiteur sera assigné à comparaître à une audience du juge de l'exécution pour voir statuer sur les modalités de la procédure,

5° la désignation de chacun des biens ou droits sur lesquels porte la saisie immobilière,

6° l'indication que le commandement vaut saisie de l'immeuble et que le bien est indisponible à l'égard du débiteur à compter de la signification de l'acte et à l'égard des tiers à compter de la publication de celui-ci **au service de la publicité foncière de NANTUA (Ain)**.

7° l'indication que le commandement vaut saisie des fruits et que le débiteur en est séquestre,

8° l'indication que le débiteur garde la possibilité de rechercher un acquéreur de l'immeuble saisi pour procéder à sa vente amiable ou de donner mandat à cet effet, et la mention que cette vente ne pourra néanmoins être conclue qu'après autorisation du juge de l'exécution,

9° la sommation, lorsque le bien fait l'objet d'un bail, d'avoir à indiquer à l'huissier de justice les nom, prénom et adresse du preneur ou, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination et son siège social,

10° l'indication qu'un huissier de justice pourra pénétrer dans les lieux afin de dresser un procès-verbal de description de l'immeuble,

11° l'indication du juge de l'exécution territorialement compétent pour connaître de la procédure de saisie et des contestations et demandes incidentes y afférentes,

12° l'indication que le débiteur qui en fait préalablement la demande peut bénéficier, pour la procédure de saisie, de l'aide juridictionnelle s'il remplit les conditions de ressources prévues par la loi n°91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique et le décret n°91-1266 du 19 décembre 1991 portant application de ladite loi,

13° l'indication, si le débiteur est une personne physique, que s'il s'estime en situation de surendettement, il a la faculté de saisir la commission de surendettement des particuliers instituée par l'article L. 331-1 du code de la consommation. (aujourd'hui les articles L 712-4, R 712-2, R 712-210 et R 712-11 du code de la consommation).

Ce commandement n'ayant pas reçu satisfaction :

- il a été **publié** pour valoir saisie au Service de la Publicité Foncière de **NANTUA (Ain) le 28 janvier 2020, volume 2020 S, n° 7, lequel a fait l'objet d'une saisie rectificative** publiée le **10 février 2020, volume 2020 S, n° 11.**

- et une assignation à comparaître à l'audience d'orientation du juge de l'exécution **près le Tribunal Judiciaire de BOURG EN BRESSE (Ain)**, a été **signifiée aux débiteurs** suivant exploit de Maître Elodie ROBIN-TRENY, huissier de justice associé de la Selarl AHRES sise à BOURG EN BRESSE (01000), 16, rue de la Grenouillère, **en date du 15 juin 2020 (ci-joint)**, faisant apparaître le **montant réactualisé de la créance au 18 mars 2020** à la somme de 145 796,46 € outre intérêts au taux contractuel de 2,25 % l'an sur principal de 138 789,49 €, du 19 mars 2020 jusqu'à complet paiement.

Pour répondre aux exigences de la loi, **est également annexé l'état hypothécaire certifié à la date de la publication du commandement de payer valant saisi**, délivré par le bureau des hypothèques compétent (demande n° 2020F 107), outre le précédent état hypothécaire hors formalité (demande 2019 H 8379) et également la demande n° 2020F 143 à la date du 10.02.2020 (saisie rectificative).

DESIGNATION DES IMMEUBLES A VENDRE

Il sera procédé à la vente aux enchères publiques à l'audience des criées du Tribunal Judiciaire de BOURG EN BRESSE, en un seul lot, des immeubles suivants :

Dans un ensemble immobilier soumis au régime de la copropriété situé à **GEX (Ain), 31 Voie Romaine - dénommé "Les Cottages de Tougex"**, cadastré :

- **Section AM n° 1, lieudit "En Caboue", d'une contenance de 0a 54 ca**

- **Section AM n° 2, lieudit "En Caboue", d'une contenance de 97a 54 ca**

Le lot n° 2, savoir :

- **une maison individuelle mitoyenne** portant le numéro 2 sur le plan des lots, jumelée avec la maison n° 1, d'une superficie privative loi CARREZ de 103,99 m² selon certificat de mesurage de la SARL BATIMEX, comprenant :

* au rez-de-chaussée : hall, cuisine pourvue d'une cuisine équipée, séjour, dégagement, cellier avec placard sous l'escalier, WC,

* à l'étage : dégagement, trois chambres avec placard mural, une chambre parentale avec salle de bains, une salle de bains, un WC,

* attenant au rez-de-chaussée, un garage d'environ 21,30m²

- **le droit à la jouissance exclusive** du sol d'assiette de la maison et du terrain attenant, le tout d'une superficie d'environ 268 m².

(Place de parking extérieure et jardin)

Avec les six cent douze / dix millièmes (612/10 000èmes) des parties spéciales aux maisons d'habitation.

Et les trois cent quatre-vingt-deux/ dix millièmes (382/10 000èmes) de la propriété du sol et des parties communes générales.

L'immeuble sus-désigné a fait l'objet d'un règlement de copropriété et d'un état descriptif de division établi suivant acte de Me Pierre GRENIER, Notaire à GEX (Ain), le 22 octobre 2003 publié auprès du SPF de Nantua (Ain) le 11 décembre 2003, volume 2003 P n°9907, ayant fait l'objet d'une reprise pour ordre publiée le 17 février 2004, Volume 2004 D n° 2637

Se reporter :

- **au procès-verbal de description** dressé par Maître Julie CECCARELLI, huissier de justice associé de la SELARL AHRES sise 16, rue de la Grenouillère à 01000 BOURG EN BRESSE, en date du 15 janvier 2020,

- **au dossier de diagnostic technique de la SARL BATIMEX** lequel comprend :

- * état de l'installation intérieure de gaz,
- * diagnostic de performance énergétique,
- * état de l'installation intérieure d'électricité,
- * certificat de mesurage « loi Carrez »,

jointes au présent cahier des conditions de vente, en *Documents Complémentaires* . .

CONDITIONS D'OCCUPATION DE L'IMMEUBLE

Le bien est libre de toute occupation

SYNDIC DE COPROPRIETE :

Le syndic de la copropriété est la société **FONCIA DEBOIS IMMOBILIER**, 309, grande rue à 01220 DIVONNE LES BAINS.

ORIGINE DE PROPRIETE

Lesdits biens et droits immobiliers dépendent de la communauté existant entre les XXXXXXXXXXXXXXX par suite de l'acquisition qu'ils en ont faite, en l'état futur d'achèvement, de la Société dénommée "SCI RESIDENCES DE TOUGEX", société civile immobilière, au capital de 152,54 €, dont le siège social est à LYON (6ème), 63 rue Duquesne, identifiée au SIREN sous le numéro 443 340 646 et immatriculée au registre du Commerce et des Sociétés de Lyon.

Cet acte comprend un RAPPEL DE SERVITUDES littéralement reproduit ci-après :

« RAPPEL DE SERVITUDES

Pour l'information de l'acquéreur, il est ici précisé que d'un acte reçu par Maître Pierre GRENIER, notaire soussigné, le 17 juin 2003, publié à la Conservation des Hypothèques de NANTUA (Ain), le 7 août 2003, volume 2003P n° 6369, contenant vente par Madame Denise Lucienne SCHAR veuve de Monsieur Georges COURT, demeurant à GEX (Ain), 268, Chemin de la Noyelle, à la SNC DOMAINE DE TOUGEX, de parcelles destinées à la réalisation d'un lotissement dénommé "LE DOMAINE DE TOUGEX" il résulte ce qui suit, littéralement rapporté:

"Il est créé sur les parcelles cadastrées:

- Section AO, numéros 161 (devant constituer l'espace vert EV1 du lotissement sus-visé), 162 (devant constituer l'espace vert EV2 du lotissement sus-visé) et 163 (devant constituer une partie de la voie du lotissement sus-visé),
- Section AM, numéro 289 (devant constituer une partie de la voie du lotissement sus-visé), (Fonds servants),

Parcelles toutes présentement vendues,

Une servitude d'accès et d'usage,

Au profit de la propriété cadastrée Section AM, numéro 2, appartenant à la Société dénommée CREA'VERD(JRE par suite de l'acquisition qu'elle en a faite de Monsieur Georges Marcel MELLY et Madame Evelyne Marguerite CROCHAT, son épouse, demeurant_ensembl&à_GE2L(Ain),_90,_Cheminde 1Emboussoir,_aux.ternes d'un acte reçu ce jour, immédiatement avant les présentes, par Maître Pierre GRENIER, notaire soussigné ; lequel acte sera publié à la Conservation des Hypothèques de NANTUA (Ain) avant ou en même temps que lesdites présentes.

Les frais d'entretien des espaces verts EV1 et EV2 seront supportés à concurrence d'UN TIERS (1/3) par les propriétaires du lotissement à réaliser sur l'ensemble des parcelles objet de la présente vente ("DOMAINE DE TOUGEX") et à concurrence de DEUX TIERS (2/3) par les propriétaires de la copropriété à réaliser sur la parcelle AM 2 ("RESIDENCES DE TOUGEX")." »

Tous les renseignements relatifs à la propriété sont donnés sans aucune garantie et sans que le poursuivant puisse être en aucune façon, inquiété ni recherché à cet égard pour quelque cause que ce soit.

RENSEIGNEMENTS D'URBANISME

Compte tenu de la rigueur des délais de la procédure de saisie immobilière, difficilement compatible avec les délais de délivrance des renseignements d'urbanisme, tout enchérisseur devra avoir fait son affaire personnelle de la situation des biens vendus au regard des règles de l'urbanisme.

A toutes fins, il est remis au greffe, en sus du présent cahier des conditions de vente, en *Documents Complémentaires*, les renseignements obtenus par la mairie du lieu de l'immeuble saisi à la date du 29 avril 2019. (Certificat d'urbanisme d'information).

* * *
*

CHAPITRE I^{ER} : DISPOSITIONS GENERALES

AUDIENCE D'ORIENTATION

L'audience d'orientation du juge de l'exécution près le Tribunal Judiciaire de BOURG EN BRESSE est fixée au :

**MARDI PREMIER SEPTEMBRE DEUX MILLE VINGT
À QUATORZE HEURES**

(MARDI 1^{ER} SEPTEMBRE 2020 à 14 HEURES)

MISE A PRIX - ADJUDICATION

A défaut pour le débiteur d'avoir sollicité l'autorisation de vente amiable, ou si la vente amiable précédemment autorisée n'a pas abouti, l'adjudication de l'immeuble aura lieu aux enchères publiques à l'audience que fixera le juge de l'exécution, dans un délai compris entre deux et quatre mois à compter du prononcé de sa décision.

Le juge déterminera les modalités de visite de l'immeuble à la demande du créancier poursuivant.

L'adjudication aura lieu en UN lot pardessus la ou les mises à prix suivantes :

1. 125 000,00 euros

* * *

ARTICLE 1^{ER} – CADRE JURIDIQUE

Le présent cahier des conditions de vente s'applique à la vente de biens immobiliers régie par les articles du Code des Procédures Civiles d'exécution relatifs à la saisie immobilière.

ARTICLE 2 – MODALITES DE LA VENTE

La saisie immobilière tend à la vente forcée de l'immeuble du débiteur ou, le cas échéant, du tiers détenteur en vue de la distribution de son prix.

Le saisi peut solliciter à l'audience d'orientation l'autorisation de vendre à l'amiable le bien dont il est propriétaire.

Le juge peut autoriser la vente amiable selon des conditions particulières qu'il fixe et à un montant en deçà duquel l'immeuble ne peut être vendu.

A défaut de pouvoir constater la vente amiable conformément aux conditions qu'il a fixées, le juge ordonne la vente forcée.

ARTICLE 3 – ETAT DE L'IMMEUBLE

L'acquéreur prendra les biens dans l'état où ils se trouvent au jour de la vente, sans pouvoir prétendre à aucune diminution de prix, ni à aucune garantie ou indemnité contre le poursuivant, la partie saisie ou ses créanciers pour dégradations, réparations, défauts d'entretien, vices cachés, vices de construction, vétusté, erreurs dans la désignation, la consistance ou la contenance alors même que la différence excéderait un vingtième, ni à raison des droits de mitoyenneté ou de surcharge des murs séparant lesdits biens des propriétés voisines, alors même que ces droits seraient encore dus et sans garantie de la nature, ni de la solidité du sol ou du sous-sol en raison des carrières et des fouilles qui ont pu être faites sous sa superficie, des excavations qui ont pu se produire, des remblais qui ont pu être faits, des éboulements et glissements de terre.

L'acquéreur devra en faire son affaire personnelle, à ses risques et périls sans aucun recours contre qui que ce soit.

En vertu des dispositions de l'article 1649 du code civil, l'acquéreur ne bénéficiera d'aucune garantie des vices cachés.

ARTICLE 4 – BAUX, LOCATIONS ET AUTRES CONVENTIONS

L'acquéreur fera son affaire personnelle, pour le temps qui restera à courir, des baux en cours.

Toutefois, les baux consentis par le débiteur après la délivrance du commandement de payer valant saisie sont inopposables au créancier poursuivant comme à l'acquéreur. La preuve de l'antériorité du bail peut être faite par tout moyen.

L'acquéreur sera subrogé aux droits des créanciers pour faire annuler s'il y a lieu les conventions qui auraient pu être conclues en fraude des droits de ceux-ci.

Il tiendra compte, en sus et sans diminution de son prix, aux différents locataires, des loyers qu'ils auraient payés d'avance ou de tous dépôts de garantie versés à la partie saisie et sera subrogé purement et simplement, tant activement que passivement dans les droits, actions et obligations de la partie saisie.

ARTICLE 5 – PREEMPTION ET DROITS ASSIMILES

Les droits de préemption ou assimilés s'imposeront à l'acquéreur conformément à la loi.

Si l'acquéreur est évincé du fait de l'un de ces droits, il n'aura aucun recours contre le poursuivant à raison de l'immobilisation des sommes par lui versées ou à raison du préjudice qui pourrait lui être occasionné.

ARTICLE 6 – ASSURANCES ET ABONNEMENTS DIVERS

L'acquéreur fera son affaire personnelle de tous contrats ou abonnements relatifs à l'immeuble qui auraient pu être souscrits ou qui auraient dû l'être, sans aucun recours contre le poursuivant et l'avocat rédacteur du cahier des conditions de vente.

La responsabilité du poursuivant ne peut en aucun cas être engagée en cas d'absence d'assurance.

L'acquéreur sera tenu de faire assurer l'immeuble dès la vente contre tous les risques, et notamment l'incendie, à une compagnie notoirement solvable et ce pour une somme égale au moins au prix de la vente forcée.

En cas de sinistre avant le paiement intégral du prix, l'indemnité appartiendra de plein droit à la partie saisie ou aux créanciers visés à l'article L. 331-1 du code des procédures civiles d'exécution à concurrence du solde dû sur ledit prix en principal et intérêts.

En cas de sinistre non garanti du fait de l'acquéreur, celui-ci n'en sera pas moins tenu de payer son prix outre les accessoires, frais et dépens de la vente.

ARTICLE 7 – SERVITUDES

L'acquéreur jouira des servitudes actives et souffrira toutes les servitudes passives, occultes ou apparentes, déclarées ou non, qu'elles résultent des lois ou des règlements en vigueur, de la situation des biens, de contrats, de la prescription et généralement quelles que soient leur origine ou leur nature ainsi que l'effet des clauses dites domaniales, sauf à faire valoir les unes et à se défendre des autres, à ses risques, périls, frais et fortune, sans recours contre qui que ce soit.

CHAPITRE II : ENCHERES

ARTICLE 8 – RECEPTION DES ENCHERES

Les enchères ne sont portées, conformément à la loi, que par le ministère d'un avocat postulant près le tribunal de grande instance devant lequel la vente est poursuivie.

Pour porter des enchères, l'avocat devra se faire remettre tous éléments relatifs à l'état-civil ou à la dénomination de ses clients ainsi que s'enquérir auprès du client et sur déclaration de celui-ci, de sa capacité

juridique, de sa situation juridique, et s'il s'agit d'une personne morale, de la réalité de son existence, de l'étendue de son objet social et des pouvoirs de son représentant.

ARTICLE 9 – GARANTIE A FOURNIR PAR L'ACQUEREUR

Avant de porter les enchères, l'avocat se fait remettre par son mandant et contre récépissé une caution bancaire irrévocable ou un chèque de banque rédigé à l'ordre du séquestre désigné, représentant 10 % du montant de la mise à prix avec un minimum de 3 000 euros.

La caution ou le chèque lui est restitué, faute d'être déclaré acquéreur.

En cas de surenchère, la caution bancaire ou le chèque est restitué en l'absence de contestation de la surenchère.

Si l'acquéreur est défaillant, la somme versée ou la caution apportée est acquise aux vendeurs et à leurs créanciers ayants droit à la distribution et, le cas échéant, pour leur être distribuée avec le prix de l'immeuble.

ARTICLE 10 – SURENCHERE

La surenchère est formée sous la constitution d'un avocat postulant près le tribunal de grande instance compétent dans les dix jours qui suivent la vente forcée.

La surenchère est égale au dixième au moins du prix principal de vente. Elle ne peut être rétractée.

La publicité peut être effectuée par l'avocat du créancier poursuivant.

En cas de pluralité de surenchérisseurs, les formalités de publicité seront accomplies par l'avocat du premier surenchérisseur. A défaut, le créancier ayant poursuivi la première vente peut y procéder.

L'acquéreur sur surenchère doit régler les frais de la première vente en sus des frais de son adjudication sur surenchère.

L'avocat du surenchérisseur devra respecter les dispositions générales en matière d'enchères.

Si au jour de la vente sur surenchère, aucune enchère n'est portée, le surenchérisseur est déclaré acquéreur pour le montant de sa surenchère.

ARTICLE 11 – REITERATION DES ENCHERES

A défaut pour l'acquéreur de payer dans les délais prescrits le prix ou les frais taxés, le bien est remis en vente à la demande du créancier poursuivant, d'un créancier inscrit ou du débiteur saisi, aux conditions de la première vente forcée.

Si le prix de la nouvelle vente forcée est inférieur à celui de la première, l'enchérisseur défaillant sera contraint au paiement de la différence par toutes les voies de droit, selon les dispositions de l'article L. 322-12 du code des procédures civiles d'exécution.

L'enchérisseur défaillant conserve à sa charge les frais taxés lors de la première audience de vente. Il sera

tenu des intérêts au taux légal sur son enchère passé un délai de deux mois suivant la première vente jusqu'à la nouvelle vente. Le taux d'intérêt sera majoré de cinq points à l'expiration d'un délai de quatre mois à compter de la date de la première vente définitive, conformément aux dispositions de l'article L. 313-3 du code monétaire et financier.

En aucun cas, l'enchérisseur défaillant ne pourra prétendre à la répétition des sommes versées.

Si le prix de la seconde vente est supérieur à la première, la différence appartiendra aux créanciers et à la partie saisie.

L'acquéreur à l'issue de la nouvelle vente doit les frais afférents à celle-ci.

CHAPITRE III : VENTE

ARTICLE 12 – TRANSMISSION DE PROPRIETE

L'acquéreur sera propriétaire par le seul effet de la vente sauf exercice d'un droit de préemption, ou des droits assimilés conformément à la loi.

L'acquéreur ne pourra, avant le versement du prix et le paiement des frais, accomplir un acte de disposition sur le bien à l'exception de la constitution d'une hypothèque accessoire à un contrat de prêt destiné à financer l'acquisition de ce bien.

Avant le paiement intégral du prix, l'acquéreur ne pourra faire aucun changement notable, aucune démolition ni aucune coupe extraordinaire de bois, ni commettre aucune détérioration dans les biens, à peine d'être contraint à la consignation immédiate de son prix, même par voie de réitération des enchères.

ARTICLE 13 – DESIGNATION DU SEQUESTRE

Les fonds à provenir de la vente décidée par le juge de l'exécution seront séquestrés entre les mains du bâtonnier de l'ordre des avocats du barreau de l'avocat postulant pour être distribués entre les créanciers visés à l'article L. 331-1 du code des procédures civiles d'exécution.

Le séquestre désigné recevra également l'ensemble des sommes de toute nature résultant des effets de la saisie.

Les fonds séquestrés produisent intérêts au taux de 105 % de celui servi par la Caisse des dépôts et consignations au profit du débiteur et des créanciers, à compter de leur encaissement et jusqu'à leur distribution.

En aucun cas, le séquestre ne pourra être tenu pour responsable ou garant à l'égard de quiconque des obligations de l'acquéreur, hors celle de représenter en temps voulu, la somme séquestrée et les intérêts produits.

ARTICLE 14 – VENTE AMIABLE SUR AUTORISATION JUDICIAIRE

Le débiteur doit accomplir les diligences nécessaires à la conclusion de la vente amiable.

L'accomplissement des conditions de la vente amiable décidée au préalable par le juge sera contrôlé par lui.

Le prix de vente de l'immeuble, ses intérêts, ainsi que toute somme acquittée par l'acquéreur en sus du prix de vente à quelque titre que ce soit, sont versés entre les mains de la Caisse des dépôts et consignations conformément à l'article R. 322-23 du code des procédures civiles d'exécution. Ils sont acquis au débiteur et aux créanciers participant à la distribution.

Toutefois, les frais taxés, auxquels sont ajoutés les émoluments calculés selon le tarif en vigueur sont versés directement par l'acquéreur, conformément à l'article 1593 du code civil, en sus du prix de vente, à l'avocat poursuivant, à charge de restitution en cas de jugement refusant de constater que les conditions de la vente sont remplies et ordonnant la vente forcée, ou aux fins d'encaissement en cas de jugement constatant la vente amiable.

Le juge s'assure que l'acte de vente est conforme aux conditions qu'il a fixées, que le prix a été consigné, et que les frais taxés et émoluments de l'avocat poursuivant ont été versés, et ne constate la vente que lorsque ces conditions sont remplies. A défaut, il ordonne la vente forcée.

ARTICLE 15 – VENTE FORCEE

Au plus tard à l'expiration du délai de deux mois à compter de la vente définitive, l'acquéreur sera tenu impérativement et à peine de réitération des enchères de verser son prix en principal entre les mains du séquestre désigné, qui en délivrera reçu.

Si le paiement intégral du prix intervient dans le délai de deux mois de la vente définitive, l'acquéreur ne sera redevable d'aucun intérêt.

Passé ce délai de deux mois, le solde du prix restant dû sera augmenté de plein droit des intérêts calculés au taux légal à compter du prononcé du jugement d'adjudication.

Le taux d'intérêt légal sera majoré de cinq points à l'expiration du délai de quatre mois du prononcé du jugement d'adjudication, conformément à l'article L. 313-3 du code monétaire et financier.

L'acquéreur qui n'aura pas réglé l'intégralité du prix de la vente dans le délai de deux mois supportera le coût de l'inscription du privilège du vendeur, si bon semble au vendeur de l'inscrire, et de sa radiation ultérieure.

Le créancier poursuivant de premier rang devenu acquéreur, sous réserve des droits des créanciers privilégiés pouvant le primer, aura la faculté, par déclaration au séquestre désigné et aux parties, d'opposer sa créance en compensation légale totale ou partielle du prix, à ses risques et périls, dans les conditions des articles 1347 et suivants du code civil.

ARTICLE 16 – PAIEMENT DES FRAIS DE POURSUITES ET DES EMOLUMENTS

Conformément à l'article 1593 du code civil, l'acquéreur paiera entre les mains et sur les quittances de l'avocat poursuivant, en sus du prix et dans le délai d'un mois à compter de la vente définitive, la somme à laquelle auront été taxés les frais de poursuites et le montant des émoluments fixés selon le tarif en vigueur, majorés de la TVA applicable.

Il fournira justificatif au greffe de la quittance des frais de vente avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive. Le titre de vente ne sera délivré par le greffe du juge de l'exécution qu'après la remise qui aura été faite de la quittance des frais de vente, laquelle quittance demeurera annexée au titre de vente.

Si la même vente comprend plusieurs lots vendus séparément, les frais taxables de poursuites sont répartis proportionnellement à la mise à prix de chaque lot.

ARTICLE 17 – DROITS DE MUTATION

L'acquéreur sera tenu d'acquitter, en sus de son prix, et par priorité, tous les droits d'enregistrement et autres auxquels la vente forcée donnera lieu. Il en fournira justificatif au greffe avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive.

Si l'immeuble présentement vendu est soumis au régime de la TVA, le prix de vente est hors taxes. Dans ce cas, l'acquéreur devra verser au Trésor, d'ordre et pour le compte du vendeur (partie saisie) et à sa décharge, en sus du prix de vente, les droits découlant du régime de la TVA dont ce dernier pourra être redevable à raison de la vente forcée, compte tenu de ses droits à déduction, sauf à l'acquéreur à se prévaloir d'autres dispositions fiscales et, dans ce cas, le paiement des droits qui en résulterait sera libératoire.

Les droits qui pourront être dus ou perçus à l'occasion de locations ne seront à la charge de l'acquéreur que pour le temps postérieur à son entrée en jouissance, sauf son recours, s'il y a lieu, contre son locataire.

L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours contre quiconque du montant et des justificatifs des droits à déduction que le vendeur pourrait opposer à l'administration fiscale.

ARTICLE 18 – OBLIGATION SOLIDAIRE DES CO-ACQUEREURS

Les co-acquéreurs et leurs ayants droit seront obligés solidairement au paiement du prix et à l'exécution des conditions de la vente forcée.

CHAPITRE IV : DISPOSITIONS POSTERIEURES A LA VENTE

ARTICLE 19 – DELIVRANCE ET PUBLICATION DU JUGEMENT

L'acquéreur sera tenu de se faire délivrer le titre de vente et, dans le mois de sa remise par le greffe :

- a) de le publier au service de la publicité foncière dans le ressort duquel est situé l'immeuble mis en vente ;
 - b) de notifier au poursuivant, et à la partie saisie si celle-ci a constitué avocat, l'accomplissement de cette formalité ;
- le tout à ses frais.

Lors de cette publication, l'avocat de l'acquéreur sollicitera la délivrance d'états sur formalité. Ces états sont obligatoirement communiqués à l'avocat poursuivant.

A défaut de l'accomplissement des formalités prévues aux paragraphes précédents, dans le délai imparti,

l'avocat du créancier poursuivant la distribution pourra procéder à la publication du titre de vente, le tout aux frais de l'acquéreur.

A cet effet, l'avocat chargé de ces formalités se fera remettre par le greffe toutes les pièces prévues par les articles 22 et 34 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 ; ces formalités effectuées, il en notifiera l'accomplissement et leur coût à l'avocat de l'acquéreur par acte d'avocat à avocat, lesdits frais devront être remboursés dans la huitaine de ladite notification.

ARTICLE 20 – ENTREE EN JOUISSANCE

L'acquéreur, bien que propriétaire par le seul fait de la vente, entrera en jouissance :

- a) Si l'immeuble est libre de location et d'occupation ou occupé, en tout ou partie par des personnes ne justifiant d'aucun droit ni titre, à l'expiration du délai de surenchère ou en cas de surenchère, le jour de la vente sur surenchère ;
- b) Si l'immeuble est loué, par la perception des loyers ou fermages à partir du premier jour du terme qui suit la vente forcée ou en cas de surenchère, à partir du premier jour du terme qui suit la vente sur surenchère ;
- c) Si l'immeuble est loué partiellement, l'entrée en jouissance aura lieu pour les parties libres de location selon le paragraphe a ci-dessus et pour les parties louées selon le paragraphe b du présent article.

L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours envers qui que ce soit, de toutes expulsions nécessaires et bénéficiera des indemnités d'occupation qui seraient dues.

L'acquéreur peut mettre à exécution le titre d'expulsion dont il dispose à l'encontre du saisi, et de tout occupant de son chef n'ayant aucun droit qui lui soit opposable, à compter de la consignation du prix et du paiement des frais taxés.

ARTICLE 21 – CONTRIBUTIONS ET CHARGES

L'acquéreur supportera les contributions et charges de toute nature, dont les biens sont ou seront grevés, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente forcée.

Si l'immeuble vendu se trouve en copropriété, l'adjudicataire devra régler les charges de copropriété dues, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente forcée.

En ce qui concerne la taxe foncière, il la remboursera au prorata temporis à première demande du précédent propriétaire et sur présentation du rôle acquitté.

ARTICLE 22 – TITRES DE PROPRIETE

En cas de vente forcée, le titre de vente consiste dans l'expédition du cahier des conditions de vente revêtu de la formule exécutoire, à la suite de laquelle est transcrit le jugement d'adjudication.

Pour les titres antérieurs, le poursuivant n'en ayant aucun en sa possession, l'acquéreur ne pourra pas en exiger, mais il est autorisé à se faire délivrer à ses frais, par tous dépositaires, des expéditions ou extraits de tous actes concernant la propriété.

En cas de vente amiable sur autorisation judiciaire, le titre de vente consiste dans l'acte notarié et le jugement constatant la réalisation des conditions de la vente passé en force de chose jugée.

ARTICLE 23 – PURGE DES INSCRIPTIONS

Le séquestre ou la consignation du prix et le paiement des frais de la vente purgent de plein droit l'immeuble de toute hypothèque et de tout privilège.

L'acquéreur peut demander, avant la procédure de distribution, au juge de l'exécution la radiation des inscriptions grevant l'immeuble.

En ce cas, l'acquéreur sera tenu d'avancer tous frais de quittance ou de radiation des inscriptions grevant l'immeuble dont il pourra demander le remboursement dans le cadre de la distribution du prix au titre des dispositions de l'article 2375, 1° du code civil.

ARTICLE 24 – PAIEMENT PROVISIONNEL DU CREANCIER DE PREMIER RANG

Après la publication du titre de vente et au vu d'un état hypothécaire, le créancier de premier rang pourra, par l'intermédiaire de son avocat, demander au juge de l'exécution, dans la limite des fonds séquestrés, le paiement à titre provisionnel de sa créance en principal.

Les intérêts, frais et accessoires de la créance sont payés une fois le projet de distribution devenu définitif.

Le paiement effectué en vertu de la présente clause est provisionnel et ne confère aucun droit à son bénéficiaire, autre que celui de recevoir provision à charge de faire admettre sa créance à titre définitif dans le cadre de la procédure de distribution, à peine de restitution.

Dans le cas où un créancier serait tenu à restitution de tout ou partie de la somme reçue à titre provisionnel, celle-ci serait productive d'un intérêt au taux légal à compter du jour du règlement opéré par le séquestre.

ARTICLE 25 – DISTRIBUTION DU PRIX DE VENTE

La distribution du prix de l'immeuble, en cas de vente forcée ou de vente amiable sur autorisation judiciaire, sera poursuivie par l'avocat du créancier saisissant ou, à défaut, par l'avocat du créancier le plus diligent ou du débiteur, conformément aux articles R. 331-1 à R. 334-3 du code des procédures civiles d'exécution.

Les frais de la distribution et la rétribution de l'avocat chargé de la distribution, calculés conformément au tarif en vigueur, seront prélevés sur les fonds à répartir.

ARTICLE 26 – ELECTION DE DOMICILE

Le poursuivant élit domicile au cabinet de l'avocat constitué.

L'acquéreur élit domicile au cabinet de son avocat par le seul fait de la vente.

Les domiciles élus conserveront leurs effets quels que soient les changements qui pourraient survenir dans les qualités ou l'état des parties.

CHAPITRE V : CLAUSES SPECIFIQUES

ARTICLE 27 – IMMEUBLES EN COPROPRIETE

L'avocat du poursuivant devra notifier au syndic de copropriété l'avis de mutation prévu par l'article 20 de la loi du 10 juillet 1965 (modifiée par L. n° 94-624 du 21 juillet 1994).

Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

L'avocat de l'acquéreur, indépendamment de la notification ci-dessus, dans le cas où l'immeuble vendu dépend d'un ensemble en copropriété, en conformité avec l'article 6 du décret n° 67-223 du 17 mars 1967, est tenu de notifier au syndic dès que la vente sera définitive, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, la désignation du lot ou de la fraction de lot, les nom, prénom, domicile réel ou élu de l'acquéreur.

ARTICLE 28 – IMMEUBLES EN LOTISSEMENT

L'avocat du poursuivant devra notifier au représentant légal de l'Association syndicale libre ou de l'Association syndicale autorisée l'avis de mutation dans les conditions de l'article 20 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 conformément à l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004.

Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

Ainsi fait et dressé par Maître Philippe REFFAY de la SCP REFFAY & ASSOCIES, Avocat poursuivant, sur 19 pages, sans compter les annexes.

À BOURG EN BRESSE le 17 juin 2020

PIECES ANNEXEES AU CAHIER DES CONDITIONS DE VENTE :

- **Second original de l'assignation** à comparaître à l'audience d'orientation signifiée le 15 juin 2020.
- **État hypothécaire sur formalité de publication du commandement de payer valant saisie immobilière** à la date du 28 janvier 2020 (demande n°2020 F107+précédent état hypothécaire hors formalité du 3.4.2019 (demande 2019H8379) + état hypothécaire sur saisie rectificative du 10.2.2020 (demande n° 2020F143)